

Michel Verdon (1947 -)
Cambridge University (en 1973)
Anthropologue, département d'anthropologie, Université de Montréal
(1973)

“La structure des occupations dans un village de colonisation au Lac Saint-Jean”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Michel Verdon (Cambridge University] (1947-)

“*La structure des occupations dans un village de colonisation au Lac Saint-Jean*”. Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Marc-Adélaré Tremblay et Gérald-Louis Gold, *Communautés et culture. Éléments pour une ethnologie du Canada français*. Chapitre 3, pp. 83-94. Montréal : Éditions HRW, ltée, 1973, 428 pp. [Autorisation de diffuser cet article accordée par l'auteur le 1er février 2004]

Professeur d'anthropologie à l'Université de Montréal, M. Verdon nous a accordé le 1^{er} février 2004 son autorisation de diffuser électroniquement cet article.

Courriel : michel.verdon@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 13 novembre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Table des matières

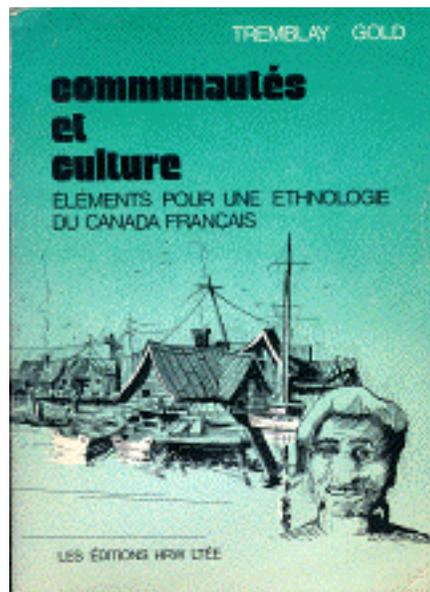
Introduction

1. Analyse
2. Les données historiques
3. Le “village de colonisation”: symbiose et atomisation
4. Le “village de colonisation”: fission et dépendance
5. Le “village de colonisation”: absorption et agonie

Conclusion

Michel Verdon (1947-)
(Cambridge University]

“La structure des occupations dans un village
de colonisation au Lac Saint-Jean ”



Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Marc-Adélar
Tremblay et Gérard-Louis Gold, *Communautés et culture. Éléments pour une
ethnologie du Canada français*. Chapitre 3, pp. 83-94. Montréal : Éditions
HRW, ltée, 1973, 428 pp. [Autorisation de diffuser cet article accordée par
l'auteur le 1er février 2004]

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

S'il peut paraître curieux qu'un article semble traiter d'économie dans un ouvrage d'anthropologie et de sociologie, il est donc de notre devoir de justifier cette prétention en montrant l'apport possible de l'anthropologie à la compréhension économique d'un phénomène. C'est dans ce but que nous nous appliquerons à souligner en quoi cet apport peut être spécifique et en quoi il se dégage de l'économie. D'un point de vue plus théorique, nous essaierons de définir notre orientation en mettant en question certaines conceptions implicites dans nombre d'études non anthropologiques de l'organisation économique des régions rurales.

Pour comprendre la rationalité de certaines occupations, il ne suffit pas de connaître l'organisation économique du groupe étudié ; il faut aussi les intégrer dans un ensemble de « choix » (façon délibérément métaphorique de parler des données socio-culturelles) beaucoup plus vastes, et qui ne dépendent surtout pas d'une volonté individuelle. Il devient aussi nécessaire de comprendre pourquoi certains « choix » sont possibles et pourquoi certains autres ne le sont pas.

Par exemple, dans un milieu tel que le lac Saint-Jean, auquel nous appliquerons cette démarche pour appuyer nos prétentions, il ne suffit pas de comprendre le fonctionnement de l'industrie laitière ; on doit également essayer de saisir la raison pour laquelle aucune industrie textile ou aucune

industrie du cuir n'est née, si le milieu en offrait la possibilité économique. Le problème se pose ainsi de la façon suivante : réintégrer la rationalité économique au sein d'une rationalité plus globale : la survie, tant collective qu'individuelle, au sein d'un environnement physique, social et culturel.

Ces dernières lignes frôlent le lieu commun. Mais ceux qui, à l'instar des économistes, prennent le milieu urbain comme point de départ de leurs analyses, trouveront certaines difficultés à accepter ces prémisses. En débutant l'analyse par le pôle d'attraction urbain, la majorité des milieux non urbains (que nous qualifierons de « ruraux » sans nous engager byzantinement dans une longue discussion sur la nature du « rural » et de « l'urbain ») apparaissent comme des anomalies ou des survivances économiques d'un autre âge. Toute rationalité propre leur est niée, puisqu'ils ne participent pas au « développement économique ». Si donc l'on veut tenter d'expliquer la rationalité des milieux ruraux, on doit partir d'eux-mêmes, et non vouloir les comprendre à partir de ce qu'ils ne sont pas : des milieux urbains.

En tant qu'anthropologue, nous prenons donc un point de départ contraire à celui de l'économiste. Nous ne nous demandons pas pourquoi tel village n'est pas une ville ou comment faire disparaître un village pour en faire participer les villageois au grand banquet urbain ... Au contraire, nous supposons au village une rationalité propre. Le village est, et ses membres veulent avoir le droit de se définir à l'intérieur de cette réalité socio-culturelle.

Si, au contraire, on attribue au village une rationalité économique qui devrait le mener à la ville ou aux centres industriels, on commet une erreur commune en sciences sociales : on pense le village comme une somme d'individus pour lesquels il est plus avantageux de se rendre à la ville. On oublie alors grossièrement la réalité qui rend possible tout discours scientifique sur la société : que toute entité sociale forme un système socio-culturel où les choix individuels ne se font pas au nom d'une logique pure. En tombant dans ce piège, certains auteurs se permettent alors un vocabulaire qui traduit le caractère métaphysique de leurs discours : « motivation économique », « esprit d'entreprise », etc. ; ils professent un genre de philosophie volontariste pour corseter à tout prix certains comportements sociaux dans un vêtement économique.

1 - Analyse

Ce sont ces idées qui nous ont dirigé dans notre analyse de la ceinture de villages qui entourent le lac Saint-Jean, à quelques milles à l'intérieur des terres. Nos enquêtes ont porté sur un seul village, Dequen (nom fictif), situé au sud du lac Saint-Jean, à une dizaine de milles des rives du lac. Nous avons toutefois toutes les raisons de croire que la communauté étudiée est représentative de ce chapelet de « villages de colonisation » perdus en forêt.¹

Les abords immédiats de la rive sud du lac Saint-Jean forment une plaine assez fertile ; mais, à peine un demi-mille plus loin commence la forêt. Les terres sont montagneuses, très rocheuses et pauvres. Ce sont ces terres qui ont accueilli les premiers « colons ». Notre analyse commence avec leur arrivée. Ceci nous oblige à accepter comme acquis toute une donnée socio-culturelle que seule l'histoire ne pourra jamais dégager. Dequen naquit il y a environ quatre-vingt-cinq ans, et c'est à partir de ce moment dans le temps que l'analyse anthropologique est possible. Ce qui nous est parvenu de la société antérieure pêche par insuffisance, car l'histoire canadienne-française se fait timide en ces domaines. Néanmoins ces données que nous avons en main suffisent à satisfaire nos visées.

2 - Les données historiques

[Retour à la table des matières](#)

L'établissement en terre piékouagamienne (nom amérindien du lac Saint-Jean) se fit par des agriculteurs originaires des rives du Saint-Laurent, tout particulièrement du comté de Charlevoix. Ces agriculteurs pratiquaient une agriculture d'auto-subsistance ainsi qu'un élevage domestique du porc, du mouton, de la vache, du cheval et de la majorité des oiseaux de basse-cour

¹ Certains détails factuels de cette analyse sont repris d'un ouvrage que nous avons écrit au sujet de ce village, lequel paraîtra aux Presses de l'université de Montréal. La monographie s'intitule : Dequen : tradition et changement dans une communauté rurale canadienne-française. Toutefois, l'analyse des occupations est tout à fait originale et ne se retrouve pas dans cette monographie.

qu'on retrouve au Québec : oies, canards, poulets, dindes, etc. L'unité sociale minimale qui pouvait se suffire à elle-même était la famille nucléaire mais, pour les fins de transmission des biens (patrimoine) s'y superposait la « famille-souche » (la terre n'était selon les règles léguée qu'à un seul des fils, généralement l'aîné), dans laquelle le fils-héritier, une fois marié, retournait vivre chez ses parents. À leur mariage, les autres fils recevaient une somme d'argent et devaient soit défricher une nouvelle terre, soit émigrer et trouver un autre emploi.

La société était économiquement (relativement) égalitaire et homogène : tous étaient propriétaires de leurs terres et maisons, et peu possédaient beaucoup plus que les autres. On ne trouve relique d'aucune pratique de location des terres ou d'embauchage d'ouvriers agricoles. Seule l'instruction opérait une différenciation sociale entre les professionnels et les membres du clergé d'une part, et les cultivateurs de l'autre.

La société était aussi ethniquement et surtout confessionnellement homogène. Le clergé contrôlait pratiquement la politique et le curé dominait la scène rurale, suivi de près par le médecin et l'avocat, les seuls détenteurs d'une instruction supérieure. Mais les seules voies d'accès au statut d'avocat et de médecin étaient sous contrôle clérical ; le curé était habituellement le plus riche (et le coût des études supérieures était ordinairement assez élevé) et lui seul pouvait ouvrir les portes du séminaire à ses élus... Le catholicisme était relié de très près à l'ethnicité et à la langue ; et le curé prônait la pénétration des terres québécoises par des « agriculteurs catholiques et francophones ».

Les agriculteurs qui envahissent ou « colonisent » ainsi les terres du lac Saint-Jean sont d'une part des fils non héritiers et obéissent d'autre part à l'idéologie cléricale du « messianisme agricole ». Ils sont donc profondément dévoués à la cause religieuse et à l'agriculture comme planche de salut du catholicisme canadien-français (le milieu urbain étant considéré comme un endroit de péché). D'un point de vue socio-culturel, ces données sont primordiales : 1) sur un plan de strict « choix » économique, les « colons » de l'intérieur des terres cherchent de nouvelles terres puisqu'ils ont été exclus de l'héritage, mais 2) ils font toutefois le « choix » de l'agriculture, et non un autre, pour continuer l'œuvre de « colonisation catholique ». Le village de Dequen naît donc d'un *projet délibéré et religieux d'agriculteurs en quête de terres*. Sans pouvoir entrer dans les détails, faute de données, il est évident que le premier « choix » économique, explicable en termes de rareté des terres, ne peut se comprendre en dehors du système global, profondément dominé par la religion.

Au plan de l'environnement physique, quelques autres données serviront à notre étude. Premièrement, la région est essentiellement une région de forêts et les *terres sont arrachées à la forêt*. Deuxièmement, le climat est marqué par

une division saisonnière très forte, qui prohibe tout travail agricole pendant l'hiver. De plus, l'hiver empêche presque tout transport. Géographiquement, la région du lac Saint-Jean est isolée par rapport aux autres régions habitées du Québec et Dequen souffre lui-même d'isolement par rapport à la région du lac Saint-Jean. Enfin, historiquement, au même moment où les « colons » s'emparaient des terres, les capitaux anglais s'intéressaient à l'industrie du bois.

3 - Le « village de colonisation » : symbiose et atomisation

[Retour à la table des matières](#)

Ces données fournissent les quelques éléments nécessaires à notre entreprise d'explication de la structure des occupations. Toutefois, nous omettrons délibérément l'étude des professions libérales, puisque d'une part, elles ne sont pas représentées dans le village étudié, étant donné sa dimension réduite, et parce que d'autre part, elles renvoient à un autre ensemble socio-culturel, d'extension provinciale. Nous mettrons aussi de côté les occupations féminines, dont l'étude nous engagerait dans une analyse parallèle des transformations qui ont affecté les divisions sexuelles du travail. Les dimensions de cet article ne le permettent simplement pas.

La naissance du « village de colonisation » trouve ainsi sa rationalité dans un ensemble socio-culturel qui n'appartient pas à la région elle-même. Son histoire commence avec l'implantation des cultivateurs qui viennent « coloniser », et qui créent une série de villages tous plus ou moins fermés sur eux-mêmes et coupés des autres. La région n'a pas vraiment de vie propre ; elle est plus une somme qu'un ensemble interdépendant de villages. On peut parler à ce sujet d'effritement ou d'atomisation régionale.

Le « colon » devait d'abord s'attaquer à la forêt et le bois coupé pouvait servir à autre chose qu'à l'auto-subsistance. Les industriels anglophones s'en rendirent vite compte et s'empressèrent d'acheter. Pendant tout l'hiver, saison morte de l'agriculture, le cultivateur pouvait ainsi gagner un revenu d'appoint. En fait, dès la naissance du village, malgré le « choix » de l'agriculture, l'environnement introduisait un élément étranger qui, exploité par les anglophones en dehors des besoins d'auto-subsistance de l'agriculteur (se construire et se chauffer), allait mettre en cause la « colonisation ».

Avant même que ne se furent écoulées dix années, déjà des fils avaient été exclus de l'héritage de la terre et devaient s'orienter différemment sur le plan économique. Pour eux, une nouvelle possibilité s'offrait, en dehors de l'agriculture qu'avaient « choisie » leurs pères, mais qu'eux n'avaient pas automatiquement « choisie » : l'industrie forestière. Déjà, une explication économique semble s'imposer d'elle-même. L'orientation vers l'industrie forestière s'explique facilement en termes d'offre et demande, par une simple étude des marchés. Les terres sont pauvres, peu productives. Le fils se voit rejeté de la terre et il a l'occasion de gagner un salaire dans un travail qui ne lui demande aucune spécialisation et aucun investissement. Quelques esprits plus aventureux se demanderont alors pourquoi ces fils sans terre n'ont choisi que la coupe du bois et n'ont pas essayé eux-mêmes de lancer une industrie forestière. L'organisation économique apporte certaines réponses : les Canadiens français ne possédaient pas de capitaux suffisants et n'avaient aucune connaissance ni contact avec les grands marchés où le bois devait s'écouler. Enfin, il leur manquait aussi le degré d'instruction nécessaire à la gérance d'une entreprise. Certains, plus orientés vers la sociologie, invoqueront un atavique manque d'esprit d'entreprise et un dédain du gain matériel dûs à l'infiltration des idées catholiques et à la domination cléricale. Enfin, la société n'ayant jamais eu une classe d'« employeurs », le Canadien français ne savait tout simplement pas organiser une main-d'œuvre.

Toutes ces raisons, souvent exprimées pour expliquer l'arriération économique canadienne-française, portent leur part de vérité. Mais dans la mesure où notre explication se veut plus spécifiquement anthropologique, elle doit se détacher de l'histoire et de l'économie pour fournir un autre type d'explication, plus global, mais plus limité dans le temps et dans l'espace.

À la deuxième génération de « colons » établie sur une terre, certains fils héritent et certains autres n'héritent pas ; certains fils s'intègrent à l'agriculture, certains autres pas. Mais le « village de colonisation » est toujours là et, à chaque pas de son existence, il nous faut en fournir la raison. Il faut trouver pourquoi certains perpétuent l'agriculture et certains autres la délaissent.

Pour ce faire, il est crucial de comprendre que l'agriculture n'est pas un « choix » économique. Celui qui accepte l'héritage du patrimoine a déjà épousé, sinon une consanguine, presque certainement une « fille du rang ». Il a « choisi » de cohabiter, même marié, avec ses parents. Il est fervent catholique et sa famille est engagée dans les luttes politiques au niveau local. Il a en fait « choisi » de vivre dans un monde rural et l'agriculture ne représente qu'un aspect de ce choix socio-culturel. Tel qu'il est, le système permet certains « choix », politiques, matrimoniaux, économiques ou autres, mais tous ces « choix » ont entre eux une certaine cohérence qui définit leur appartenance au monde rural. Le système limite donc le nombre de possibilités d'orientation économiques, comme il peut limiter l'orientation des mariages.

À ce titre, dans son aspect primaire (coupe du bois), l'industrie forestière pouvait s'intégrer, comme « choix » économique nouveau, au système rural. Les ouvriers forestiers travaillaient pendant l'hiver et une partie du printemps pour retourner à la terre pendant l'été, soit pour aider leur père, un frère ou un parent. Ils épousaient une « fille du village » qui demeurait chez le père de son mari ou chez ses propres parents. L'épouse faisait l'élevage domestique à faible échelle et les deux catégories économiques vivaient en symbiose : l'ouvrier, en achetant les produits du cultivateur, lui apportait du numéraire et lui permettait ainsi de se procurer les denrées qui échappaient à la production. Ainsi, l'ouvrier qui acceptait la coupe du bois conservait son identité de « rural », il conservait ses attaches avec le système socio-culturel auquel il appartenait de naissance et presque par ethnie.

Par ailleurs, le caractère même de l'industrie forestière permet aux ouvriers forestiers de s'intégrer symbiotiquement dans un monde rural d'auto-subsistance. En effet, par définition, la forêt est à une certaine distance des régions habitées et elle s'accompagne toujours de l'isolement (d'ailleurs, la forêt à proximité des régions habitées était exploitée par les cultivateurs eux-mêmes). Pour que l'industrie forestière se développe, il fallait d'un côté des capitaux et de l'autre une population qui soit précisément isolée en forêt. Une symbiose (d'exploitation économique), ethnique cette fois, s'établit entre Canadiens anglais et Canadiens français.

Parce qu'il existait parallèlement (quoiqu'ailleurs dans l'espace), un autre système socio-culturel qui s'orientait différemment (le capitalisme anglais qui fleurissait dans les centres urbains), les orientations de ce système offraient de nouvelles possibilités économiques pour le monde rural, tout en lui offrant de rester rural. En fait, la population locale servait de main-d'œuvre bon marché aux capitaux anglais mais cette superposition de deux systèmes apportait à chacun de nouveaux « choix » tout en leur conservant leurs identités. D'un point de vue économique, cela signifie que les uns (Canadiens français) demeuraient ruraux alors que les autres (Canadiens anglais) monopolisaient le développement industriel et commercial.

En fait, les financiers anglais n'auraient probablement jamais fait le « choix » de la forêt si une population n'avait « choisi » l'exploitation primaire de ce milieu. La forêt se situait en dehors de leur système socio-culturel. La présence du rural apportait donc de nouvelles possibilités de « choix » dans leur système de ces « choix », par une action de retour, ouvraient le monde rural à de nouvelles possibilités d'occupations. Mais ces possibilités étaient limitées par les autres exigences du système ; les anglophones ne seraient jamais allés jusqu'à « bûcher » et les francophones ne sont pas allés jusqu'à investir ! En d'autres termes, les « colonisateurs » réalisaient le contraire

même de leur projet ; ils allaient à long terme vendre la région aux capitaux anglais !

Mais sur un plan plus global, la structure sociale (et nous pourrions aussi presque dire les intérêts) du « village de colonisation » et les intérêts de l'industrie forestière se complétaient : 1) les fils sans terre pouvaient, avec la coupe du bois, demeurer dans le « village de colonisation » et survivre ; le village se perpétuait ainsi et 2) l'industrie forestière trouvait une main-d'œuvre locale, bon marché et facile à manipuler. Ces considérations aident à expliquer le retard chez les Canadiens français, d'un sentiment nationaliste fondé sur la conscience d'être une classe exploitée ; cette dernière n'est apparue qu'avec la disparition du rural dans certaines régions, surtout celle de Montréal.

Dans la région du lac Saint-Jean, à cette époque, presque tous les « choix » socio-culturels se faisaient au niveau du village en tant que communauté d'intérêt et groupe social auto-suffisant aux plans politiques (municipalité), religieux (paroisse), économiques, etc. La région ne comprenait en fait que des villages. Mais au niveau même du village, les cultivateurs n'auraient pu subsister sans l'existence parallèle de « bûcherons » pour acheter leurs produits et les « bûcherons » étaient voués à disparaître en dehors du cadre d'auto-subsistance que leur offrait l'agriculture. *Deux catégories d'occupations se dessinaient clairement (agriculteurs et ouvriers forestiers), mais cette division, permise autant par l'environnement physique (forêt) que par la structure sociale (transmission des biens), ne faisait que traduire le mécanisme même par lequel la « colonisation » pouvait se perpétuer en tant que « choix » socio-culturel d'une agriculture auto-subsistante dans un milieu qui physiquement ne le permettait pas.*

4 - Le « village de colonisation » : fission et dépendance

[Retour à la table des matières](#)

Axée sur l'auto-subsistance (corollaire de l'isolement), l'agriculture avait donné aux « villages de colonisation » une autonomie qui conférait à la région un aspect particulier dans son schème d'établissement : une espèce d'éclatement, d'atomisation. La plupart des villages étaient petits, quelques centres étaient de taille supérieure et fournissaient les denrées qui échappaient à la production.

L'apparition du véhicule automobile allait perturber tout l'équilibre symbiotique et écologique établi autour de la « colonisation » et de l'industrie forestière. L'automobile ouvrait les villages les uns aux autres et portait l'accent sur les transports, les communications et le réseau routier. Cette ouverture sur la région rompait l'isolement mais accroissait parallèlement la dépendance. Aux points névralgiques des réseaux routiers, les villages grossirent et commencèrent à alimenter en services les villages environnants. Ils devinrent lentement des centres urbains autour desquels les « villages de colonisation » se mirent à graviter, avides de services.

Au niveau du village, l'ouvrier forestier fut le premier à adopter le véhicule automobile, qui lui permettait de se rendre plus facilement sur des « chantiers » éloignés. La voiture augmentait ses chances d'emploi. Par ailleurs, le camion introduisait la possibilité du transport du bois pendant l'été, Par ce changement de son cycle de travail, l'ouvrier forestier devait définitivement s'arracher à la terre. Ce faisant, il se rendait totalement dépendant de l'extérieur, sur le plan économique. L'automobile le détachait ainsi des cadres de l'auto-subsistance.

Projeté vers l'extérieur, l'ouvrier coupait l'agriculture de sa plus importante source de numéraire. Le cultivateur se vit donc forcé de se tourner vers le marché régional pour vendre. 'À ce niveau, la compétition devint telle (car la région était déjà ouverte sur le monde extérieur) que les prix des produits agricoles baissèrent. Le cultivateur dû conséquemment augmenter sa production.

Mais au même moment, une autre innovation technologique allait bouleverser le monde agricole : le tracteur. Le tracteur permettait cet accroissement de la production auquel se voyait acculé le producteur agricole. Cependant, l'achat d'un tracteur éjectait le cultivateur hors des cadres de l'auto-subsistance. L'auto-subsistance était axée sur la consommation et le tracteur, en introduisant la nécessité *d'investir*, fit passer l'agriculture du domaine de la consommation à celui de la production. Mais cette production accrue était impossible à partir des porcs, des moutons et de la volaille (l'agriculture était en fait centrée sur le maintien d'une population animale) sans nécessiter un investissement supplémentaire ; la production laitière, qui ne demandait aucun type d'investissement, s'imposa alors d'elle-même dans le monde agricole.

Ces transformations mirent fin à la relation symbiotique entre cultivateurs et ouvriers forestiers. Les deux catégories économiques s'orientèrent désormais séparément vers l'extérieur et rendirent ainsi vital ce lien avec l'extérieur. Laisse à elle-même économiquement, la communauté ne pouvait plus survivre.

Toutefois, malgré la réalité de plus en plus aiguë de cette scission en deux catégories d'occupations désormais indépendantes, les « villages de colonisation » continuèrent à exister, et cette persistance demande encore explication. Nous essaierons donc premièrement de comprendre le phénomène à partir de données économiques.

Ce type d'explication exige un renversement de la problématique, pour comprendre la persistance des villages à partir du pôle d'attraction urbain. Le centre urbain dessert les villages. Les services se multiplient, surtout depuis que la voiture a ouvert la région sur la province. De nouveaux emplois se créent dans le commerce, comme employé de bureau, dans la mécanique, la construction ou dans de nouveaux services (compagnies d'assurance, vente de cadres de fenêtres en aluminium, etc.). Mais une grande partie de ces services requiert un niveau d'instruction supérieur à celui des villageois. Quant aux postes qui pourraient leur être ouverts, ils sont accaparés par la population féminine, habituellement mieux instruite, et qui offre une main-d'œuvre meilleur marché. Le commerce est déjà aux mains des vieilles familles qui ont grossi avec leur ville. De toute façon, le villageois n'a pas le capital pour Pouvoir débiter et concurrencer. Seule la construction lui est ouverte, car elle demande un minimum de spécialisation. Tout ceci semble en effet corroboré par la distribution des Occupations dans le village étudié, où l'on trouve les catégories suivantes.

1) Les fils-héritiers, dont la terre permet un revenu décent. Ces derniers sont cultivateurs pendant l'été et « bûchent » ou s'occupent des services locaux pendant l'hiver.

2) Les fils-héritiers dont la terre ne permet plus la survie ; ces derniers conservent la production agricole mais gagnent un revenu d'appoint en se tournant vers les services locaux qui leur permettent la sédentarité nécessaire au travail de la terre : transport, postes d'essence, restaurants, etc.

3) Tous les fils exclus de l'héritage de la terre, mais qui demeurent au village et qui comprennent : a) ceux qui sont demeurés dans l'industrie forestière ; b) ceux qui ont rejeté la forêt pour le milieu urbain : les ouvriers de la construction, menuisiers, électriciens, maçons, etc.

4) Ceux qui quittent, souvent plus instruits, et qui deviennent instituteurs, agents d'assurances, vendeurs de ceci ou cela pour une compagnie nouvelle, etc.

Une autre possibilité d'explication économique serait de tout ramener à la rationalité toute puissante de *l'Homo Economicus* et d'expliquer la résidence au village en termes de rationalité économique. On peut ainsi facilement relever une constante dans les emplois « choisis » : l'instabilité de l'offre. Par

conséquent, le « choix » du « village de colonisation » apparaît comme un « choix » complémentaire pour assurer un minimum de sécurité économique. En effet, au village, l'ouvrier a sa maison, il a du bois pour se chauffer, du gibier pour se nourrir et des parents pour l'aider. Ainsi, tous les rapports du villageois semblent viser à la maximisation de ses profits et à la minimisation de ses pertes. Au lieu de subir les affres du prolétariat urbain, il « choisit » un emploi de prolétaire mais refuse les *slums* et demeure dans son village. Aussitôt que les perspectives de vie urbaine s'améliorent, il quitte le village.

À mesure qu'on se dégage de la société traditionnelle, l'explication économique prend de l'importance. Mais toujours, elle peut être pondérée par une explication culturelle, qui est celle de l'anthropologue. Il est en effet faux de croire que les « villages de colonisation » existent toujours parce qu'il n'y a pas de place pour leurs membres dans les milieux urbains. Les villageois « choisissent » toujours de se définir en fonction du système socio-culturel rural et c'est pourquoi les villages existent.

Il y a en effet deux types de migrations. Il y a premièrement celle de l'individu qui, pris entre deux systèmes socio-culturels différents, en rejette un pour adopter l'autre uniquement. Mais il y a aussi une migration rendue nécessaire par l'environnement physique et la structure sociale, et cette migration ne peut se traiter à partir de motivations personnelles. Selon cette nouvelle perspective, on peut alors rediviser les membres des catégories économiques en trois :

1) ceux qui vivent de la terre, et dont le « choix » économique est cohérent avec le « choix » du système socio-culturel ;

2) ceux qui vivent de l'industrie forestière et de la construction, et dont le «choix» d'occupation semble incohérent avec le «choix» du système socio-culturel ;

3) ceux qui migrent, qui «choisissent» un autre système socio-culturel et font un « choix » d'occupation cohérent avec ce nouveau système.

Il est important de souligner que ces derniers existent en assez grand nombre et que ce sont économiquement des innovateurs. Ce sont ceux qui lancent la vente des cadres de fenêtres en aluminium, des postes de télévision ; ce sont en effet ceux qui s'attachent à toutes les nouveautés qu'il est possible d'introduire de l'extérieur. Ils ont l'esprit d'entreprise que leur permet leur nouveau système socio-culturel. Mais ceux qui ont « choisi » l'industrie forestière et la construction ont d'abord « choisi » le «village de colonisation». Ils se définissent comme villageois parce que toute leur éducation, toutes leurs relations sociales et leur univers cognitif, tous leurs schèmes de valeur les rattachent au « rural ».

Il est évident que le villageois n'a pas « choisi » ; il « est » participant du monde rural. Mais puisque son milieu ne lui permet pas d'être pleinement villageois, lui refuse la survie physique, il doit faire un « choix » économique qui se dissocie partiellement de ses autres « choix ». En ce sens, le « choix » de la construction est cohérent puisque la construction a en commun avec l'industrie forestière la cyclicité. La construction est plus active l'été et elle permet ainsi à l'ouvrier de retourner au village l'hiver ainsi que les fins de semaines estivales, c'est-à-dire pendant les périodes où les activités sociales villageoises battent leur plein.

On peut aussi appliquer à la construction ce que nous disions à la partie précédente à propos de l'industrie forestière. C'est un « choix » que propose un système « adjacent » au système rural. La construction, dans son aspect technique de « bâtir » a, en commun avec l'agriculture et la coupe du bois un rapport très étroit avec la division saisonnière. Ces trois orientations économiques sont en effet très étroitement reliées au caractère écologique de la symbiose qui s'établit entre les différents éléments qui permettent la survie des « villages de colonisation ».

Pendant cette période, une nouvelle symbiose s'est en effet créée entre l'urbain et le rural. Les villes existaient comme sources de services pour les villages et ces derniers ne pouvaient survivre sans la présence de centres urbains environnants. Ainsi, lorsqu'entre l'industrie forestière et l'agriculture d'auto-subsistance le milieu urbain a permis un nouvel équilibre pour absorber le choc que produisit l'introduction d'une technologie mécanisée, les villageois s'associèrent à l'élément écologique du développement urbain: la construction. De la même façon, à la phase précédente, ils s'étaient associés à l'élément écologique de l'investissement anglais : la coupe de bois.

En effet, le villageois n'a pas « choisi » la construction dans son aspect économique d'entreprise, mais dans son aspect écologique de « bâtiment ». Le système socio-culturel du « village de colonisation », le monde rural pouvait permettre ce « choix » car « l'ouvrier du bâtiment » revient, réside et peut participer à la vie du village. Le « choix » économique de « l'ouvrier du bâtiment » vise donc à assurer sa survie dans un système socio-culturel qui subit des transformations dans son rapport avec l'environnement physique. Comme une des caractéristiques du monde rural est son étroit rapport avec l'environnement physique, se définir comme rural réduit l'éventail des « choix » économiques possibles.

Enfin, on peut se demander vers où se dirige et vers où ne s'oriente pas la migration. Les gens émigrent, à partir de Dequen, uniquement vers la rive sud du lac Saint-Jean, entre Roberval et Alma. Personne ne prend la route de la rive nord du lac et peu se risquent vers Arvida et Chicoutimi, les nouveaux

centres industriels. Cette route de migration indique qu'avant que la décision d'émigrer soit prise définitivement, l'émigrant a déjà effectué une série d'autres « choix ». Il s'est créé un nouveau groupe d'amis dans la nouvelle localité, il s'occupe peut-être de syndicalisme ouvrier et déjà plusieurs de ses parents ou amis résident à cet endroit. Lorsque la nouvelle d'un emploi stable lui parvient, le passage peut se faire, mais il ne se fait pas toujours, à preuve les bons emplois rejetés.

5 - Le « village de colonisation » : absorption et agonie

[Retour à la table des matières](#)

À la dernière période, les centres urbains se sont hypertrophiés et aspirent désormais toute la population vers eux. Ils attirent l'industrie et l'investissement. La région devient première. Déjà, quelques villes industrielles jalonnent le Saguenay mais, en général, l'industrie est embryonnaire. Toutefois, même si ce mouvement de régionalisation et d'urbanisation n'a qu'une dizaine d'années d'existence, il menace déjà la survie des « villages de colonisation ». Comme la région se définit de plus en plus en fonction de ses milieux urbains, les « villages de colonisation » perdent lentement leur raison d'être et disparaîtront à court ou moyen terme.

Les centres urbains deviennent de plus en plus leur propre raison d'être ; ils cessent de n'être que des sources de services pour l'agriculture et l'industrie forestière. Ces dernières perdent graduellement toute viabilité et l'émigration s'accroît sans cesse. La région subit une crise majeure: celle de se redéfinir.

Le lac Saint-Jean était depuis ses origines une « région de colonisation »; il était essentiellement rural, mis à part les quelques centres urbains qui desservaient les villages. Mais il se transforme subitement pour devenir une région essentiellement urbaine, et qui se veut industrielle. Toutefois, le bois et le lait dominant encore et domineront quelque temps encore, puisqu'ils servent de matière première à toutes les industries actuelles.

Mais les changements les plus importants sont ceux qui affectent les jeunes. Ces derniers doivent désormais terminer le cours secondaire et, pour ce faire, ils doivent étudier dans les milieux urbains. La dictature urbaine

augmente toujours ses chances de croissance. Toute la jeunesse des « villages de colonisation » se définit de plus en plus en fonction du milieu urbain où ils étudient. C'est d'ailleurs en ville que se trouvent la plupart de leurs amis et que se passe une grande partie de leurs expériences.

Les « villages de colonisation » deviennent lentement des lieux de résidence pour une population déphasée : les ruraux de plus de trente ans, qui partagent encore un système socio-culturel que la région rejette de plus en plus. Plus le mouvement d'urbanisation se fait fort, plus les ruraux se regroupent et se font agressifs (ce qui explique la force des créditistes). Ce sont les derniers efforts du rural pour ne pas devenir un prolétaire urbain, pour ne pas passer dans un système socio-culturel qui lui est relativement étranger et dans lequel il ne peut évoluer à son aise.

Au niveau des occupations, la division se fait de plus en plus abrupte entre ceux qui restent, agriculteurs et « bûcherons », qui « choisissent » le système rural, et ceux qui partent : les jeunes nouvellement instruits, qui « choisissent » de plus en plus l'urbain. Les tendances se radicalisent, et les emplois intermédiaires disparaissent du village. Les fils ne veulent plus hériter de la terre et l'industrie forestière végète.

Aux « choix » économiques s'ajoute une composante majeure : le clivage intergénérationnel. La structure traditionnelle disparaît et avec elle l'influence de la transmission des biens. La division ne s'effectue plus entre les héritiers et les non-héritiers mais entre la génération d'hier, non instruite et qui se veut rurale, et celle d'aujourd'hui, trop instruite pour vouloir demeurer rurale. Le « village de colonisation » se voit ainsi déchiré par l'infiltration d'un système socio-culturel étranger au sein de cette partie de la population qui pouvait prendre la relève : la jeunesse. La disparition des « villages de colonisation » n'est plus désormais qu'une question d'effacement des vieilles générations.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Tant que la primauté de l'urbain n'est pas universellement affirmée, il semble y avoir toujours place pour le type d'explication culturelle que nous avons proposé. Tant que nous vivons dans les « sociétés traditionnelles », nous pourrions tolérer la présence de l'anthropologue... Mais qu'advient-il alors à la disparition (conjecturale certes) du rural ? On se méprend en effet sur la nature du milieu urbain si on lui attribue une rationalité économique qui rend inutile toute tentative d'analyse anthropologique. À l'intérieur du monde urbain se superposent de nombreux systèmes socio-culturels et c'est aussi la tâche de l'anthropologue de comprendre leur rationalité propre au lieu de les nier au nom du développement économique. L'anthropologie peut appliquer à l'urbain le même type de micro-analyse qu'elle applique aux sociétés traditionnelles. Ainsi, l'anthropologie économique n'est pas une économie inférieure qui s'occupe de sociétés « non civilisées et primitives ». C'est un genre différent d'approche qui ne meurt pas avec la disparition du type de sociétés qui semblaient justifier son existence, Ainsi l'anthropologie peut et doit même pénétrer dans le royaume incontesté de l'économiste et du sociologue : l'*Urbs*.

Fin du texte